

Les crédits

gouvernement, et il va s'apercevoir que les agriculteurs sont peu fiers de ce Budget.

Pourquoi ne parle-t-il pas de ces agriculteurs qu'il n'a pas rencontré durant la campagne électorale, parce qu'il a refusé tout débat? Il n'en parle pas, il se cache, il se camoufle. Et lorsque le Québec était représenté par 74 députés, 74 moutons, cette dynamique a été nuisible. Et moi, j'invite, en terminant, mon collègue à se rendre sur le boulevard Bourque. Je l'invite à se rendre, lundi prochain—je vais l'accompagner s'il ne connaît pas le chemin—à l'Encan Lafaille et questionner, jaser avec les agriculteurs. Il va peut-être se rebrancher sur la réalité.

Il est bien beau d'avoir une classe d'avocats, mais une classe d'agriculteurs défendue par des agriculteurs, c'est encore bien mieux. Alors, j'invite l'ancien bâtonnier du Québec à se positionner en faveur de l'agriculture.

M. Paradis: Monsieur le Président, en parlant de terrain, je rappellerais à mon honorable confrère que je viens de terminer une campagne électorale, que j'ai rencontré beaucoup d'agriculteurs dans Brome—Missisquoi. Par la suite, j'ai rencontré des agriculteurs d'ailleurs, aussi. Je remercie l'ensemble des agriculteurs de Brome—Missisquoi pour avoir voté libéral aux dernières élections. Je les remercie énormément de cette confiance qu'ils ont eue envers leur député actuel de Brome—Missisquoi. Je les remercie beaucoup.

Pour revenir sur un petit point mentionné par l'opposition officielle, on parlait de recherche et développement, tout à l'heure. Plusieurs députés du Bloc ont parlé de recherche et développement dans le cadre de ce débat, et il y a peut-être lieu de se demander si le ministre provincial de l'Agriculture du Québec, un de leurs bons amis de la maison mère péquiste, a entendu les propos des gens du Bloc, lui qui vient de déposer des crédits à Québec. Et quand on lit dans les crédits du ministère de l'Agriculture du Québec, à la section «Formation, recherche et développement économique», on voit que le budget alloué à ce poste est passé de 45 millions à 41 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 4 millions de dollars en recherche et développement.

Leurs petits amis de la maison mère leur font subir une baisse de quatre millions de dollars en recherche et développement. Alors, à tout le moins, il y aurait lieu d'envoyer immédiatement une copie des remarques que ces gens viennent de faire, relativement à la recherche et développement, à la maison mère péquiste et à l'honorable ministre de l'Agriculture du Québec.

[Traduction]

M. Alex Shepherd (Durham, Lib.): Monsieur le Président, j'ai une certaine expérience de l'agriculture. En cette époque de l'année, je serais normalement dans les champs en train de cultiver la terre. Et c'est ce que font la plupart des agriculteurs de Durham. Je me demande parfois si leur sort n'est pas préférable au mien.

Dans ma circonscription, un emploi sur cinq est lié au secteur de l'agroalimentaire et 2,8 p. 100 de la production laitière de la province provient des producteurs de Durham. Nos ventes de grains dépassent 10,5 millions de dollars. Nous avons acquis une

réputation mondiale fort enviable pour nos productions fourragères et animales. L'agriculture n'est donc pas étrangère aux habitants de Durham.

En fait, 1,8 million de Canadiens sont engagés dans la vocation agricole. Ce secteur génère 8 p. 100 de notre produit intérieur brut et 15 p. 100 des emplois au Canada. C'est donc une industrie de première importance.

L'agriculture est un secteur où le gouvernement fédéral et les provinces se partagent la compétence et je crois qu'il en est ainsi pour plusieurs bonnes raisons. Ce partage des compétences existe depuis les débuts de la Confédération. Tous les Canadiens ont certainement une chose en commun; ils doivent tous manger. Il est donc important de fabriquer nos produits agricoles de la façon la plus efficace, de les transporter à l'intérieur du pays le plus efficacement possible et de maintenir l'excellente réputation du Canada à titre d'exportateur de produits agricoles.

• (1225)

Je voudrais expliquer brièvement comment le Québec bénéficie à certains égards du partage de compétences. On a soutenu aujourd'hui que l'industrie agricole du Québec subventionnait certains secteurs agricoles au Canada.

En 1990, le Québec a reçu 35,1 milliards de dollars en dépenses et impôts fédéraux et qu'il a payé 24,5 milliards d'impôts. Ces chiffres montrent bien que le Québec ne subventionne pas le système. En jouant avec les chiffres, on a gonflé un aspect du système de dépenses et d'impôts à l'appui de l'argumentation.

Le Québec bénéficie du système à bien d'autres égards. Pendant les négociations du GATT, le gouvernement est intervenu très énergiquement et avec succès pour protéger les industries soumises à la gestion de l'offre. Les barrières douanières élevées empêcheront une réduction rapide du prix des produits au Canada. Tous les agriculteurs canadiens en bénéficient, mais la population de Durham, qui possède une importante industrie laitière, a remercié le gouvernement de ce qu'il avait fait pour elle. Je suis sûr que les producteurs laitiers du Québec éprouvent le même sentiment.

Lorsque la gestion de l'offre a été établie au Canada, le Québec a obtenu 48 p. 100 des contingents de production de lait de transformation. C'est la part actuelle des agriculteurs québécois.

Nous avons abordé très brièvement la recherche et le développement. Le porte-parole du Bloc pour les questions d'agriculture, le député de Québec—Est, a fait tout récemment une déclaration très intéressante que je cite: «Il ne fait aucun doute que le ministère de l'Agriculture ne traite pas le Québec de façon injuste en ce qui concerne la recherche.» Le Bloc lui-même reconnaît que le Québec n'est pas traité injustement au sein de la fédération.

Le gouvernement fédéral consacre environ 360 millions de dollars à l'agriculture au Québec. Le Québec vend trois fois plus de sa production agricole au Canada qu'il n'exporte. C'est dire que le marché canadien revêt une grande importance pour la production agricole québécoise. Le Québec vend plus du tiers de sa production agricole sur le marché canadien et il en consomme lui-même une partie encore beaucoup plus considérable. Le